

La deuxième mort de Fidel Castro

par **JACOBO MACHOVER***

Un grand merci à notre ami Jacobo Machover qui nous a permis de publier en “bonnes feuilles” l’introduction de son dernier ouvrage, Castro est mort. Cuba libre!? paru le 11 mai 2017 aux Éditions François Bourin.

ON AVAIT FINI PAR NE PLUS Y CROIRE. Il y avait eu tellement de rumeurs, de fausses alertes, d’informations invérifiables, depuis ce 31 juillet 2006 qui avait signifié sa mort politique – « provisoire » au départ, puis de plus en plus effective –, que Fidel Castro, toujours habillé désormais de sa tenue sportive Adidas, apparaissant comme un cadavre ambulante lors de ses rares sorties en public, semblait faire partie, dans sa décrépitude, du paysage, comme une ombre tutélaire veillant sur l’immuable révolution cubaine.

Et pourtant! Lorsque Raúl Castro est apparu à la télévision, mal cadré, en uniforme vert olive, dans la nuit du vendredi 25 novembre 2016, pour annoncer son décès, au cours d’une allocution de moins d’une minute et demie, avec cette ridicule grandiloquence qui le caractérise quand il prononce un discours sous forme de slogan, conclu par un tonitruant *¡Hasta la victoria siempre!*, le monde entier s’est figé pour rendre hommage au disparu.

Hommage? Pas vraiment pour les Cubains exilés de Miami, dont certains d’entre eux se sont rendus spontanément devant le restaurant Versailles de *Little Havana*, haut lieu de toutes les protestations contre la tyrannie depuis le début des années 1960, depuis que des millions d’habitants de l’île ont dû se résoudre à quitter leur pays par vagues successives, pour survivre et exercer leur liberté. Ceux-là ont crié leur joie. Ils se sont en réalité défoulés après une si longue attente, contrairement à leurs compatriotes de l’intérieur, qui se sont

1. Écrivain, auteur de nombreux ouvrages sur le castrisme, dont le dernier, *Castro est mort. Cuba libre!?*, Éditions Bourin, 336 pages, 20,00€.



réfugiés dans le silence en attendant les consignes de deuil, dont les manifestations n'étaient programmées que pour le surlendemain dimanche, hormis une réunion de quelques centaines d'étudiants devant l'université de La Havane. Le contraste était saisissant : les débordements spontanés face à un silence organisé, qu'il ne fallait pas rompre. La musique, le rhum et le champagne coulant à flots contre la tristesse affichée, sans musique, sans alcool, sans doute feinte pour un grand nombre de citoyens obligés de rendre tribut à celui qui avait été le responsable de leurs malheurs, parmi lesquels le principal a été la déchirure de leurs propres familles.

Se fue: « Il est parti ». C'est ce qu'a écrit le graffeur Danilo Maldonado « *El Sexto* » sur le mur d'un grand hôtel de La Havane, ce qui lui a valu d'être immédiatement arrêté et emprisonné. Cette simple constatation reflétait un immense soulagement, enfin concrétisé. Une simple absence qui permettait d'envisager, pourquoï pas, un avenir en liberté.

Une nouvelle ère américaine

Donald Trump, le président américain élu, a parfaitement saisi ce que signifiait la disparition de Fidel Castro, avec un simple tweet : « *Fidel Castro is dead!* » Pas de grands mots, pas de condoléances « au peuple cubain », qui n'en avait nullement besoin, comme l'a écrit le président Barack Obama, encore en fonction à cet instant-là. Comme tout le monde, celui-ci s'est fendu de quelques lignes faisant allusion au jugement de l'« Histoire », reprenant en pointillé les termes employés par Castro lui-même, plus de soixante ans auparavant, lors de son procès pour l'attaque de la caserne Moncada, en 1953.

Avec cet énigmatique point d'exclamation, Trump, pour sa part, affichait à la fois un étonnement face à un événement tant espéré et, peut-être, un soupçon d'espoir. Plus tard, il lançait un second message, plus long, pour caractériser le grand disparu : « un dictateur brutal qui a opprimé son peuple ». Ainsi, il ne s'embarrassait guère d'arguties diplomatiques, révélant par la même occasion ce qu'il envisageait comme nouvelle ligne politique des États-Unis à l'égard du castrisme : l'exact opposé de celle de son prédécesseur.

Plus de rapprochement, du moins sur le terrain strictement politique. Sur l'aspect économique, c'est autre chose : Trump est un *businessman* et il est capable de vendre son âme au diable communiste pour faire construire un terrain de golf ou un complexe hôtelier dans l'île. Cependant, il a assuré durant sa campagne électorale qu'il pouvait revenir sur les « mesures exécutives » de son prédécesseur, qui ne sont pas des lois votées par le Congrès. Celui-ci, à majorité républicaine, n'est pas prêt à lever l'embargo, d'autant qu'il compte

dans ses rangs les sénateurs d'origine cubaine Marco Rubio et Ted Cruz, deux de ses adversaires aux primaires de son parti qui, avec d'autres congressistes, sont résolument opposés à toute ouverture envers Cuba tant que les libertés politiques et religieuses n'y auront pas effectué des pas significatifs. Le nouveau président américain sait aussi, comme l'a démontré une enquête de l'institut Survey USA, qu'il a gagné la Floride en partie grâce à l'énorme différence de voix entre lui et la démocrate Hillary Clinton provenant des exilés anticastristes qu'il a explicitement appuyés dans leur lutte, après de premières déclarations hésitantes, consistant à vouloir négocier « un meilleur accord » que celui qui a été conclu entre Raúl Castro et Barack Obama. Et ce, contrairement aux sondages antérieurs au coup de tonnerre du 8 novembre 2016, qui spéculaient sur l'appui des jeunes générations à la politique envers Cuba de l'administration Obama, ce qui s'est révélé inexact.

Raúl Castro a immédiatement réagi aux prémices de la nouvelle ère dans la politique américaine. Dès le 9 novembre 2016, au lendemain de l'élection de Donald Trump, il est apparu à la télévision en uniforme pour convoquer la population à des manœuvres militaires dénommées « Bastion 2016 », une mobilisation répétée périodiquement depuis les années 1980, à la suite de l'élection de Ronald Reagan, pour défendre Cuba face à la menace d'une « invasion impérialiste » fantasmée. Bien que les présentateurs des journaux télévisés aient également revêtu l'uniforme pour appuyer le mot d'ordre du dictateur, l'initiative a à peine été remarquée dans les rues des villes cubaines, contrairement aux initiatives antérieures du même genre, suscitant les sarcasmes davantage que l'enthousiasme, même feint.

La véritable mobilisation (populaire?) allait avoir lieu quelques jours plus tard, pour rendre tribut au « père » de la révolution, après sa mort. Les vedettes de la télévision n'ont pas adopté, cette fois, d'attitude martiale. Consigne leur a été donnée de ne dire ni « Bonjour » ni « Bonsoir » car, comme l'a exprimé le chanteur Silvio Rodríguez en réponse au salut innocent d'une journaliste, le jour de la mort de Fidel ne pouvait pas être « bon ». Malgré leurs protestations, les locuteurs ont été obligés de commencer leur journal télévisé par une introduction plus neutre : « Voici les dernières informations. »

La population se devait d'être triste et de le montrer, surtout face aux caméras du monde entier accourues en masse pour couvrir les neuf jours de deuil décrétés par le régime. Pas question d'émettre la moindre critique. Il fallait aussi se recueillir non pas immédiatement devant l'urne contenant les cendres du Commandant en chef, mais devant un portrait géant le représentant jeune, autour de la trentaine, en uniforme de guérillero, avec tout un tas de médailles exposées. Tout le monde était obligé également de signer un texte réaffirmant la fidélité de tous et de chacun aux idéaux révolutionnaires. Gare à ceux qui refuseraient de faire acte de présence, dûment attestée par les signatures. Pour ajouter à la tristesse imposée, les bars et restaurants, étatiques ou privés (les *paladares*), ne pouvaient pas servir de boissons alcoolisées, dans une sorte de prohibition, *la ley seca*, que le pays avait déjà connue à l'annonce de la mort en Bolivie de Che Guevara, en octobre 1967. Pas question

non plus de mettre de la musique, pourtant consubstantielle au mode de vie des Cubains. Le concert programmé du ténor Plácido Domingo, l'une des innombrables personnalités à visiter Cuba depuis fin 2014, fut purement et simplement annulé.

Les innombrables touristes s'en trouvaient irrémédiablement affligés : tout ce qu'ils allaient chercher, la fête, le *mojito* ou le sexe facile et tarifé, devenaient des interdits difficilement surmontables. Pourtant, dans un reportage tourné pour la chaîne d'information en continu *LCI* par deux envoyées spéciales qui avaient filmé clandestinement des opposants au régime, l'on pouvait entendre les amplis poussés à fond du groupe de punk-rock *Porno para Ricardo* depuis l'appartement du chanteur contestataire Gorki Águila, jouant des morceaux tout ce qu'il y a de plus irrévérencieux contre le *Comandante* et son successeur, le *General*. Un journaliste de la télévision espagnole avait, lui, été arrêté lorsqu'il s'entretenait avec le dissident Reinaldo Escobar, époux de la bloggeuse Yoani Sánchez, ainsi que d'autres, tel le docteur Eduardo Cardet, qui prétendaient dire la vérité aux reporters étrangers, loin du discours de tristesse imposée. Tous ceux-là risquaient leur liberté, comme tant d'autres fois par le passé. Mais ils fournissaient la preuve que tous les Cubains n'étaient pas disposés à suivre les consignes de deuil, qu'elles ont été prolongées bien au-delà de la période officielle, après Noël, fête rétablie à la suite de la visite du Pape Jean-Paul II en 1998, et le Nouvel An, anniversaire de la prise du pouvoir par Castro en 1959. Les dissidents étaient déterminés à résister au poids du « monument historique » que représentait Fidel Castro, pour eux symbole de l'oppression.

Le deuil n'a pas eu lieu qu'à Cuba. De nombreux pays, alliés présents et passés du castrisme, avaient mis leurs drapeaux en berne. Certains, le Nicaragua du sandiniste Daniel Ortega, l'Algérie de Bouteflika (ce ne sont là que quelques exemples) avaient poussé le zèle jusqu'à décréter eux aussi neuf jours de deuil. Il dura même jusqu'à quinze jours dans l'Éthiopie des héritiers du terrible colonel socialiste Mengistu, où les troupes cubaines avaient mené dans les années 1970 une expédition guerrière incompréhensible contre la Somalie, au service des intérêts géostratégiques de l'ex-Union Soviétique, parallèlement à celle qu'elles poursuivaient en Angola, qui se prolongea jusqu'à la fin des années 1980. D'autres pays du tiers-monde et du mouvement des non alignés, qui considèrent toujours Fidel Castro comme leur mentor, leur emboîtèrent le pas.

De bien étranges funérailles

Les obsèques de Fidel Castro, préparées depuis longtemps déjà, se déroulèrent cependant dans un climat d'improvisation qui dénotait une désorientation perceptible dans la *nomenclatura* castriste. Deux cérémonies funèbres eurent lieu, en fait : celle ordonnée à la population dans son ensemble et celle réservée aux cercles restreints du castrisme.

La crémation elle-même ne correspondait pas à la tradition d'enterrement des grands dignitaires communistes, de Staline à Tito en passant par Mao. Le corps du Chef ne pouvait

pas être sacralisé pour la postérité: l'urne contenant ses cendres était «bien trop petite pour un homme si grand», comme le faisait remarquer une femme assistant aux cérémonies funèbres.

Il y eut d'abord les hommages internationaux au défunt: des chefs d'État et de gouvernement venus de partout, mais surtout de pays d'Afrique et d'Amérique latine, là où l'interventionnisme castriste auprès des guérillas et des armées régulières avait été le plus effectif. Cependant, les absences étaient de poids: malgré les communiqués officiels louant unanimement le rôle historique de Castro, conformément à son jugement sur lui-même, Vladimir Poutine, Xi Jinping, Barack Obama, François Hollande, Angela Merkel et bien d'autres, dont de nombreux dignitaires latino-américains, n'étaient pas là: ils ne voulaient surtout pas figurer auprès des énergumènes des pays dits «boliviariens», les Nicolás Maduro, Evo Morales, Rafael Correa, Daniel Ortega, et même le président mexicain Enrique Peña Nieto, pourtant peu enclin aux discours à tonalité révolutionnaire. Pour l'Europe, seul le Premier ministre grec Alexis Tsipras, dirigeant du parti de la gauche radicale Syriza, était là. À eux tous, en compagnie de Raúl Castro, ils occupèrent la tribune de Place de la Révolution, qui avait été pendant des décennies le haut lieu des discours de Fidel. Mais, alors que le mort illustre était capable de se lancer, seul, dans une diatribe de sept ou huit heures, obligeant les assistants à demeurer immobiles aux places qui leur avaient été assignées, ils ne purent tenir qu'à peine quatre heures, démontrant par là même que la logorrhée révolutionnaire était partie en fumée.

Les discours firent ensuite place à la procession, en silence. Pendant quatre jours, l'urne, montée à l'arrière d'une jeep où avaient pris place quatre militaires, traversa Cuba d'ouest en est, évoquant à l'envers le parcours de la victoire de 1959, pour finalement arriver à Santiago de Cuba, ville symbole des consignes révolutionnaires. À l'entrée de la ville, les visiteurs sont toujours accueillis par un gigantesque panneau affichant un portrait de Fidel brandissant un fusil (non, bien sûr, il n'y a pas de culte de la personnalité à Cuba), avec, en dessous, le slogan: «Santiago, rebelle hier, hospitalière aujourd'hui, héroïque toujours».

La foule se pressait, disciplinée, au passage du cortège. Pas de débordements, pas de scènes d'hystérie collective. Une veillée en chansons devant le mausolée à Che Guevara à Santa Clara. Un moment cocasse, lorsque la jeep tomba en panne et les militaires durent en descendre pour la pousser. Une autre soirée de discours, semblable à celle de La Havane, avec les mêmes protagonistes, et quelques autres...

La population, qui entonnait les consignes données par les vieux dirigeants révolutionnaires encore vivants, plus quelques autres plus dans l'air du temps, telle ce *Yo soy Fidel*, directement inspiré du *Je suis Charlie* de janvier 2015, était-elle sincèrement émue ou faisait-elle semblant? Il faut tenter de comprendre cette «double morale» inhérente au communisme et à sa variante tropicale castriste, consistant à dire exactement le contraire de ce qu'on pense à cause de la peur de la délation, par tout le monde, surtout par la personne la plus

proche, en l'occurrence celle qui se trouve à côté de vous dans l'assistance, qui contrôle tous vos gestes, y compris votre manière d'applaudir ou d'exprimer vos sentiments. Les Cubains peuvent encore simuler pendant les jours de deuil, ceux qui se sont prolongés pendant des fêtes de fin d'année strictement contrôlées ou peut-être même des années, jusqu'à la disparition de l'autre Castro, en attendant la moindre opportunité, une vigilance moins stricte des personnes et des côtes, pour pouvoir repartir dans un exode qui a repris de plus belle dès la fin des funérailles et ce, jusqu'à l'une des dernières décisions de Barack Obama, mettant fin à la tradition d'accueil des réfugiés cubains, son cadeau d'adieu à Raúl Castro.

Pour couronner la cérémonie, on découvrit cet étrange et monumental caillou au cimetière Santa Ifigenia de Santiago, là où se trouve la tombe de José Martí, mort au combat dans la lutte contre la puissance coloniale espagnole, où l'urne avec les cendres du Commandant en chef a pris place, derrière une simple plaque avec le prénom « Fidel », que Raúl Castro, dans son discours de la veille, avait répété à satiété.

La cérémonie ultime était réservée à quelques-uns : des membres de la famille, les chefs d'État latino-américains les plus proches, les « frères » bolivariens, et les ex-chefs d'État brésiliens Luis Inácio « Lula » da Silva et Dilma Rousseff, cette dernière destituée, tous deux en proie à des enquêtes judiciaires pouvant les mener en prison. Les disciples, en quelque sorte, les descendants politiques en ligne directe de Fidel, ses enfants spirituels.

La « liste » de Ségolène Royal

Parmi ceux qui eurent le douteux honneur d'assister à l'enterrement de l'urne contenant les cendres de Fidel Castro, figurait Ségolène Royal. En tant que ministre d'État, elle était la seule dignitaire européenne, avec Alexis Tsipras, à aller rendre hommage à Fidel Castro. Elle ne le fit qu'à la fin de la semaine de deuil, la France ayant été au départ représentée par Jean-Pierre Bel, représentant spécial pour l'Amérique latine de François Hollande, ancien président socialiste du Sénat et, surtout, propagandiste invétéré du castrisme en France, celui-là même qui déclarait, avant sa prise de fonction au Palais du Luxembourg : « Je ne peux pas parler de moi sans parler de Cuba », ce qui n'était pas une simple référence personnelle à son mariage en secondes noces avec une jeune Cubaine avec qui il a eu un enfant, mais aussi une profession de foi.

Mais, pour François Hollande, ce n'était pas assez. Il a sans doute dû penser que Raúl Castro se trouverait contrarié d'une visite de si faible niveau : il avait tout de même été autorisé à rencontrer Fidel chez lui, en mai 2015, en immortalisant la rencontre par quelques clichés, tout sourire, avec le *Líder Máximo*, et Raúl était venu à Paris par un froid glacial, ce qui ne devait guère l'enchanter, tout en devant essayer les critiques des opposants cubains exilés et d'une partie des médias. Ségolène Royal pourrait remplir parfaitement la fonction, à la fois de degré de représentation gouvernementale et d'estime personnelle de son ex-compagnon encore président envers Raúl Castro. Mal lui en a pris.

Dès que le voyage de l'ancienne candidate à l'élection présidentielle fut annoncé, le sénateur Claude Malhuret, grand défenseur des droits de l'homme à travers le monde, membre du groupe Les Républicains, prit la parole lors d'une séance de questions au gouvernement et critiqua vertement la visite, en rendant hommage à la propre sœur de Fidel et Raúl, Juanita Castro qui, elle, préférait demeurer dans un orgueilleux exil plutôt que d'aller rendre hommage à son défunt ex-dictateur de frère. Mais surtout, Malhuret prit sur son temps de parole limité pour demander quelques instants de silence à ses collègues au nom de toutes les victimes du castrisme: il énuméra les fusillés, les prisonniers politiques, les fugitifs morts en mer, la population réduite à la misère. Seuls les sénateurs de droite et du centre s'étaient levés, tandis qu'une sénatrice communiste présente vociférait contre ces parlementaires anticastroistes et promettait d'aller présenter des excuses à l'ambassade de Cuba en France. Le président du Sénat, Gérard Larcher, pourtant membre des Républicains comme Malhuret, décida de lui couper la parole. Le secrétaire d'État aux Affaires européennes, le socialiste Harlem Désir, répondit, visiblement gêné, que la présence de Ségolène Royal se justifiait par l'accompagnement nécessaire aux réformes entreprises par Raúl Castro. Dans le sens de la démocratie? Personne n'y croyait vraiment. L'incident au Sénat avait été diffusé partout dans le monde. Tout cela commençait à poser un sérieux problème de politique intérieure. Ce n'était rien à côté de ce qui allait venir dès que Ségolène Royal ouvrit la bouche à Santiago de Cuba.

Devant les journalistes français, qui s'ennuyaient ferme car ils avaient eu beaucoup de mal à trouver – mais, sauf exception(s), l'avaient-ils seulement cherché? – des dissidents susceptibles d'exprimer une quelconque critique face au concert de louanges unanime dicté par la peur de la police politique, Ségolène Royal descendit de sa chambre d'hôtel à Santiago pour exprimer l'admiration officielle de la France à l'égard de Fidel Castro. Bien sûr, la presse eut droit au sempiternel couplet sur le « monument de l'Histoire », décliné à l'unisson dans toutes les langues et par tous les leaders du monde développé ou émergent, du Canadien Justin Trudeau qui, lui aussi, provoqua un énorme scandale dans son pays, à Robert Mugabe, dictateur du Zimbabwe et proche ami des Castro, qui ne provoqua pas trop de réactions hostiles dans son pays car elles sont violemment réprimées, de Barack Obama à Vladimir Poutine, qui ont préféré ne pas s'afficher devant les cendres de ce phénix colérique, qui avait déjà survécu à une première mort et, dit-on, à plus de six cents tentatives d'assassinat, un chiffre aussi invérifiable que manifestement exagéré (l'on peut démontrer, en effet, que certains des personnages mis en cause par Fidel, par exemple l'avocat américain James Donovan, n'étaient absolument pas impliqués dans un quelconque complot).

Mais la ministre française en rajouta une couche. Tout à son désir de vouloir justifier sa présence à la cérémonie funèbre, elle rejeta, face à une question du député Les Républicains Damien Abad, les accusations de dictature vis-à-vis de l'île des frères Castro car, sinon, que

viendraient y faire les quatre millions de touristes qui la fréquentent par an? Elle semblait croire que les bataillons de touristes ne pouvaient visiter que des démocraties, sans penser un seul instant à l'Espagne franquiste autrefois, au Portugal de Salazar et Caetano, à la Grèce des colonels ou encore à la Roumanie de Ceausescu, à la Birmanie des militaires, à la Chine post-maoïste, au Vietnam toujours communiste et à tant d'autres endroits remplis de bagnes invisibles aux yeux de ces visiteurs pressés. Et puis, elle a ajouté: «La violence de ces polémiques m'a surprise et a blessé les Cubains». Quels Cubains? Certainement pas les innombrables victimes de Fidel Castro. La ministre de l'Environnement confond les dictateurs et leur peuple.

Dans le rôle de Ségolène Royal faisant l'éloge des Castro, on aurait plutôt attendu un Jean-Luc Mélenchon. Celui-ci, depuis Paris, s'empressa de faire connaître son accord avec ses déclarations. Mais les journalistes qui, tout de même, avaient pu constater l'absence de libertés, la questionnèrent alors sur les prisonniers politiques à Cuba. La ministre, qui semblait surprise par une question aussi saugrenue, répondit sans la moindre hésitation:

«Ici, quand on demande des listes de prisonniers politiques, on n'en a pas.

Fournissez-moi des listes de prisonniers, on pourra faire quelque chose.»

Elle semblait tellement sûre d'elle-même... D'où pouvait bien lui venir une telle certitude? De François Hollande, bien sûr, qui déclarait aux journalistes du *Monde* Gérard Davet et Fabrice Lhomme, dans le fameux livre de confessions *Un président ne devrait pas dire ça*^[2]:

«Citez-moi un nom de prisonnier politique, il n'y en a pas [...], il n'y a pas de prisonniers politiques identifiés, connus, qui justifient un tel dossier.»

Il convient de s'arrêter sur l'indécence du propos du duo Royal-Hollande. Pourquoi emploient-ils des concepts qui leur ont été dictés par leur principale source d'information, à savoir l'ambassadeur de France en fonction à La Havane entre 2010 et 2015, Jean Mendelson, qui affichait volontiers sa sympathie pour les mouvements d'extrême gauche antidictatoriaux au Chili? Pour lui, il existe certainement un bon et un mauvais dictateur, comme l'écrivait le Prix Nobel de littérature péruvien Mario Vargas Llosa^[3], le mauvais étant Pinochet, le bon, en l'occurrence Fidel, ne pouvant même pas être traité comme tel, puisque Cuba pouvait pratiquement être considérée comme une démocratie d'un genre nouveau. Mendelson s'est répandu dans les médias dès la mort du Commandant en chef, rompant avec la distance diplomatique nécessaire, pour devenir non pas le porte-parole du Quai d'Orsay mais celui du castrisme^[4]. Le ministre des Affaires étrangères, Jean-Marc Ayrault, se trouvait bien embarrassé, répliquant qu'il s'agissait d'une dictature que la France n'appuyait pas. Lorsqu'il était maire de Nantes, Ayrault avait accueilli dans sa ville, en 1995,

2. Gérard DAVET – Fabrice LHOMME, *Un président ne devrait pas dire ça. Les secrets d'un quinquennat*, Paris, Stock, 2016. Cité à la une de l'hebdomadaire satirique *Le Canard enchaîné* du 7 décembre 2016.

3. Mario VARGAS LLOSA, «El bueno y el malo», *El País*, Madrid, 25 octobre 1998.

des dissidents et même un ancien prisonnier politique récemment libéré, Yndamiro Restano, à la demande de Danielle Mitterrand, qui entendait se racheter de son soutien trop visible à Fidel Castro et de ses déclarations affirmant qu'il y avait certes des prisonniers à Cuba, mais se questionnant aussitôt: « Politiques? Je ne sais pas. »

Comme on peut le voir, les déclarations actuelles proviennent d'une vieille tradition mitterrannique⁵, autrefois relayées par Jack Lang qui cette fois fit semblant de s'offusquer devant les propos de Ségolène Royal en les attribuant à une trop grande consommation de rhum cubain, alors que lui-même en prononça d'autres à peu près similaires, bien avant elle. Cet argument, complaisamment repris, provient des hautes sphères de la hiérarchie catholique cubaine, principalement de l'archevêque Jaime Ortega, lequel, après avoir été réprimé pour sa pratique de la religion dans les années 1960, est devenu l'un des intermédiaires de Raúl Castro vis-à-vis de ses interlocuteurs. Mais, au-delà de Jaime Ortega, c'est la voix de Raúl en personne qu'ont repris d'abord Hollande puis Ségolène Royal. Cette voix vieillie, pompeuse, arrogante, qui répondait, lors d'une inhabituelle conférence de presse avec Barack Obama en mars 2016, à la question d'un jeune journaliste cubano-américain de la chaîne d'information continue CNN, Jim Acosta, sur l'existence de prisonniers politiques, qu'il n'y en avait pas, rajoutant aussitôt, hors de lui: « *Dame una lista* » (« Donne-moi une liste »). Il affirmait que, si c'était vrai, il les ferait libérer le soir même. Les organismes pour la défense des droits de l'homme dans l'île et en exil lui firent aussitôt parvenir, avec copie à Obama, resté silencieux, près de quatre-vingt-dix noms, condamnés à de longues peines ou à perpétuité. Ils sont toujours derrière les barreaux.

L'image de la France auprès des défenseurs de la démocratie et de la liberté est durablement entachée par l'attitude de ces responsables politiques qui préfèrent entendre la parole des dictateurs avant celle des dissidents et des exilés. La vérité est pourtant du côté des résistants à la tyrannie des frères Castro, dont l'agonie est terriblement longue, à l'image de celle de Fidel, parti en fumée, sous l'admiration de ses complices et le sarcasme de ses trop nombreuses victimes, dont la liste serait infiniment douloureuse.

4. Cf. notamment l'entretien publié dans le quotidien *Ouest France* le 27 novembre 2016.

5. Il faut toutefois citer les paroles de Frédéric Mitterrand, le neveu de l'ancien président, anticastriste depuis toujours, qui, malgré les pressions insistantes de l'ambassade de Cuba en France, fut probablement l'un des premiers à donner la parole aux dissidents cubains, notamment à l'ancien prisonnier politique Jorge Valls, dans son émission *Du côté de chez Fred*, sur Antenne 2, en 1989. Il exprima son mépris pour Fidel Castro sans la moindre ambiguïté diplomatique, en déclarant sur *i-Télé*: « Moi, en voyant passer le cercueil, j'aurais craché dessus. Fidel Castro était un monstre ». Il reflétait ainsi certainement le sentiment d'un grand nombre de Cubains, obligés de rendre hommage à leur bourreau sur le parcours funéraire de ses cendres.

L'INSTITUT D'HISTOIRE SOCIALE

organise chaque mois une conférence-débat,
avec un historien, écrivain, journaliste, chercheur, etc.
suivie – pour ceux qui le souhaitent –
d'un dîner avec le (ou les) intervenant(s)



Pour tous renseignements
concernant le programme de nos conférences-débats,
vous pouvez vous adresser

par téléphone au **01 46 14 09 30** ou **33**

par courriel à **ih.souvarine@gmail.com**

ou encore visiter notre site Internet:

<http://www.est-et-ouest.fr>

Vous y retrouverez

toutes nos conférences en podcast.

